

Déclaration des organisations syndicales régionales CGT, UNSA, FSU, SOLIDAIRES

Du 20 au 25 mars une semaine de mobilisation européenne au moment du Sommet des Chefs d'Etat consacré au « Pacte de compétitivité »

Le Comité Exécutif de la CES qui regroupe l'ensemble des syndicats affiliés s'est réuni les 8 et 9 mars 2011. Il a réaffirmé le caractère inacceptable des propositions soumises au Sommet des chefs d'Etat des 24 et 25 mars sur la gouvernance économique.

Les propositions de la Commission visent à mettre en place, à partir de 2013, un nouveau dispositif qui permettrait une intervention directe de l'Union Européenne dans les politiques budgétaires salariales et sociales des Etats avec des amendes à la clé pour ceux qui ne respecteraient pas les orientations préconisées.

Ces propositions sont renforcées et aggravées par l'initiative franco allemande du pacte de compétitivité.

L'objectif final rejoint ce qui a été exigé en Grèce et en Irlande dans l'Union Européenne. On peut le résumer ainsi :

- suppression de toutes indexations salariales,
- pression sur les augmentations de salaires qui doivent uniquement refléter la productivité du travail sans prendre en compte l'inflation.
- Intervention dans les politiques sociales, les négociations collectives, le financement des services publics pour les Etats endettés et ayant un fort déficit
- Ajustement de l'âge de départ en retraite en fonction du développement de la durée de la vie,
- Inscription dans la constitution des Etats d'une obligation de limitation de l'endettement.

Il s'agit de faire payer la facture de la crise aux salariés pour favoriser « une compétitivité basée sur des marchés du travail flexibles et dérégulés ».

Ces mesures enfonceraient l'Europe dans une crise économique et sociale aggravée.

L'Europe a besoin d'une autre politique. D'autres solutions sont nécessaires et proposées par la CES.

Les organisations syndicales régionales CGT, UNSA, FSU, SOLIDAIRES appellent les salariés franciliens à se mobiliser le mardi 22 mars 2011. Rendez vous pour un rassemblement unitaire et revendicatif, à partir de 12 heures, à Bercy.

Ensemble, exigeons des choix économiques et politiques privilégiant le progrès social en Europe.

Ensemble agissons pour l'emploi, le pouvoir d'achat, la protection sociale, l'amélioration des conditions de vie et de travail au niveau européen.

Le 17 mars 2011